

# **Livret pédagogique**

## **L'école malienne en situation post-crise : un retour à la normale ?**

**Un film de Labass Lamine Diallo et Bakary Ouattara**  
**Décembre 2013**



### **Les conflits armés, obstacles majeurs à l'éducation pour tous**

L'objectif de scolarisation primaire universelle renouvelé à Dakar en 2000 par les Etats s'est toujours confronté aux crises sociopolitiques, sécuritaires et plus spécifiquement aux conflits armés.

Les conflits armés ont eu, en effet, des conséquences désastreuses sur les systèmes éducatifs à travers le monde en détruisant les infrastructures scolaires, affectant la scolarité d'enfants et déplaçant les familles d'élèves et les éducateurs. Au Mali, la Direction nationale de l'éducation de base affirme que la scolarité de près 800 000 enfants a été perturbée par le conflit, la crise alimentaire et nutritionnelle et les inondations saisonnières. Dans ce pays où plus d'un million deux cent mille enfants ne sont pas scolarisés, environ 230 000 personnes ont été déplacées par le conflit à l'intérieur du pays et près de 150 000 autres réfugiées dans les pays voisins.

Lorsque les conflits atteignent les populations civiles, les effets sur les enfants et les systèmes éducatifs sont immédiats, à travers l'insécurité et la paupérisation des familles. Ainsi, 28 millions d'enfants sont non scolarisés dans les pays frappés par les conflits (UNESCO, 2011).

Dans la plupart de ces pays, l'interruption des progrès éducatifs entraîne un approfondissement de la pauvreté. Selon l'UNESCO, par rapport à l'ensemble des pays à faible revenu, la probabilité qu'un enfant ne soit pas scolarisé au primaire est multipliée par trois dans les États fragiles ou en situation de conflit (UNESCO, 2011).



## **L'école, cible et fabrique des conflits**

Si l'institution scolaire est une cible des violences dans les conflits armés, notamment ceux à caractère religieux, comme en témoigne les attaques faites aux établissements scolaires au Nigéria, au Mali et Centrafrique, certaines écoles restent par contre soumises à la production des idées et des griefs de l'affrontement dans les conflits de ce même type.

L'école est souvent prise au piège dans les conflits armés et s'embourbe dans l'engrenage vicieux de la victimisation et de la reproduction du conflit. Au Mali, les groupes armés (rebelles et djihadistes) s'en sont ainsi pris des écoles classiques, symbole de l'Etat pour les uns et de la civilisation judéo- chrétienne pour les autres. Aussi, des mouvements islamistes du conflit malien ont-ils souvent eu recours à des écoles coraniques pour le recrutement d'élèves comme combattants et pour la propagande.

Les gouvernements et la communauté internationale doivent considérer que l'éducation peut aussi renforcer les griefs qui alimentent les conflits armés ; cela apparait comme un préalable, avant la mise en place de tout dispositif de prévention de conflits et de consolidation de la paix.



## **De l'aide à l'éducation pour la paix et le développement**

Le partenariat technique et financier international autour de l'éducation constitue une force puissante en faveur de la paix et de la reconstruction, et particulièrement, constitue-t-il un élément fondamental dans le soutien au retour à la normale des systèmes éducatifs affectés.

Après la suspension de l'aide internationale au Mali, le retour progressif des bailleurs de fonds a été perçu par tous comme un moment déterminant dans le processus de remise en selle de l'école. Il se conjugue avec la multiplication des initiatives de relance de l'institution scolaire.

Ainsi, la Campagne de l'UNICEF « retour à l'école » pour remettre 500 000 enfants sur les bancs scolaires, a contribué à la réussite de la rentrée scolaire 2013/2014 ; une rentrée qui a officiellement vu environ deux millions neuf cent mille élèves regagner les classes le 1<sup>er</sup> octobre 2013 sur toute l'étendue du territoire malien.

Le projet d'urgence « éducation pour tous » initié par la Banque mondiale au Mali est une contribution majeure au retour à la normale. D'une valeur de 21 milliards de FCFA sur trois ans, il se propose d'appuyer les élèves affectés par la crise tant dans le nord que dans le sud ; mais aussi, le projet envisage de construire des mécanismes de résilience afin de prévenir les conflits et atténuer leurs effets.

La réactivité des politiques et de la coopération internationale reste, cependant, en deçà des défis. En effet, lorsque les gouvernements se sont réunis à Dakar en 2000, certes ont-ils affirmé que les conflits constituent « un obstacle majeur à la réalisation de l'objectif de l'éducation pour tous » (UNESCO 2000, p. 19), mais en revanche, ils ont accordé une moindre attention aux systèmes éducatifs des états en conflit. A la veille de 2015, la date fixée pour la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous, les conflits violents restent l'un des grands obstacles à des progrès plus rapides en matière d'éducation.

Aujourd'hui, les pays les plus en retard par rapport au rendez-vous de 2015 sont, en général, ceux qui ont déjà été frappés par un conflit ces deux dernières décennies.

Pour améliorer la donne, un plus grand engagement politique national et international s'impose. Et les insuffisances de la coopération internationale pour l'aide à l'éducation dans les pays en conflit doivent être au cœur de la réflexion et de l'action des gouvernements.



### **Pour aller plus loin:**

François-Joseph Azoh, Éric Lanoue, Thérèse Tchombe, « *Éducation, Violences, Conflits et Perspectives de Paix en Afrique subsaharienne* », éditions Karthala, Paris 2009, 249 p.

Unesco, « *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous -La crise cachée : les conflits armés et l'éducation* », Unesco, Paris 2011.

United Nations, « *Appel Global Mali 2013* », Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), New York, 2012.

**Labass Lamine Diallo, Sociologue de l'éducation,  
Université de Bamako**